



France Nature Environnement est le plus grand mouvement français de protection de la nature et de l'environnement. Nous fédérons, au sein de 46 organisations adhérentes, 9087 associations présentes sur tout le territoire français, en métropole et outre-mer.

Contact : France Nature Environnement

2 rue de la cloture 75019 Paris
Tel : + 02 38 62 44 48
Site Internet : fne.asso.fr

Le point de vue de France Nature Environnement

EN BREF. Le choix irresponsable de poursuivre la filière nucléaire

Nous avons l'opportunité de débattre de l'installation de nouveaux réacteurs nucléaires (EPR), à commencer par ceux de Penly : une occasion importante qui ne doit pas cacher la question, le problème essentiel de la stratégie énergétique de la France pour les prochaines décennies.

Cette question interpelle directement les changements fondamentaux induits par les choix de la France en matière de transition énergétique : les objectifs précis pour atteindre la neutralité carbone au plus tard à l'échéance 2050, les nouveaux enjeux et les nouvelles stratégies de consommation et de production.

FNE a choisi l'option qui réduit les impacts sur la santé et l'environnement : pas de fossiles pour réduire les émissions de CO₂, pas de fissiles pour nous débarrasser du problème des déchets et pour diminuer les risques industriels liés à l'industrie nucléaire. Fin 2021, nous avons constaté la publication de scénarios énergétiques conduisant à la neutralité carbone à l'horizon 2050. C'est avec une grande satisfaction que nous avons constaté que plusieurs scénarios sont basés sur une production d'énergie basée sur 100% d'énergies renouvelables. (<https://fne.asso.fr/actualites/des-scenarios-energetiques-pour-eclairer-les-choix-a-venir>)

Nul n'a contesté la pertinence de ces scénarios : ne perdons pas notre temps et arrêtons de gaspiller notre argent en construisant de nouveaux réacteurs nucléaires.



Un gouffre financier

Avant de porter un avis sur les projets d'EPR, il faut examiner rapidement l'historique de la filière nucléaire en France : il ne s'agit pas d'une filière émergente, mais bien d'une filière qui a construit 56 réacteurs sur le territoire français depuis les années 1970.

Les coûts de construction du parc actuel s'élèvent à 96 milliards d'Euros 2010 selon la Cour des Comptes (<https://www.ccomptes.fr/fr/documents/1137>). Avec un recul sur une période assez longue, nous pourrions nous attendre à ce que le coût d'investissement des nouveaux projets soit parfaitement maîtrisé par l'opérateur. Or, les dérives du projet à Flamanville sont particulièrement choquantes. Le montant initial de 3.3 milliards a été rapidement réévalué à 8.5 puis 11 milliards.

Ce qui pourrait être incompréhensible devient proprement ridicule lorsque la dernière évaluation de la Cour des comptes (<https://www.ccomptes.fr/system/files/2020-08/20200709-rapport-filiere-EPR.pdf>) – est de 19,1 milliards, sachant que le chantier n'est toujours pas terminé. Qui oserait acheter une maison, engager un crédit, avec un budget multiplié par 6 ? Flamanville est un échec. Comment faire confiance pour construire d'autres EPR à une filière incapable de gérer un budget ?

Par ailleurs, les coûts de démantèlement des centrales en fin de vie et de gestion des déchets radioactifs ne sont pas exactement connus mais apparaissent colossaux et sans garantie de sécurité.

Et nous n'oublions pas : ce sera encore au contribuable de mettre la main au portefeuille.

A l'heure où l'argent public se fait rare, il est indispensable de cibler les investissements publics sur des filières qui répondent aux enjeux sociaux et environnementaux des décennies à venir.

Un échec industriel

La filière industrielle du nucléaire a érigé les réacteurs actuels au milieu des années 1970 (dans le cadre du plan Messmer annoncé le 6 mars 1974). Les engagements très forts des gouvernements successifs ont permis la construction de 56 réacteurs nucléaires en un temps record : moins de 20 ans. Voilà qui devrait conduire à une filière industrielle fiable et maîtrisant parfaitement ses produits.

Au 1er novembre 2022, le bilan est particulièrement sombre et inquiétant : 28 réacteurs sont à l'arrêt. Dès les années 1980, un rapport officiel (co-signé par le Directeur d'EDF) mentionnait les risques de corrosion et recommandait de ne pas poursuivre l'exploitation au-delà de 30ans. Pourquoi cet entêtement à poursuivre au-delà de 30, voire 40 ans ?

Et c'est aussi le fiasco d'une politique de sous-traitance - principalement réalisée par des intérimaires - cherchant les économies plutôt que de la confier à du personnel qualifié.

Est-ce que les nouveaux modèles de réacteurs pourraient nous rassurer ? en regardant le nouvel EPR de Flamanville ? En 2007, la construction du 1er EPR à Flamanville était annoncée avec une mise en service pour 2016, ce qui représentait déjà un délai de 10 ans. Au fil des annonces successives, nous avons dû nous habituer à des reports qui semblent n'avoir jamais de fin : le démarrage est maintenant annoncé pour 2024, mais sans aucune garantie concrète. (<https://fne.asso.fr/dossiers/nucleaire-petit-kit-de-survie-aux-arguments-de-la-filiere>)

Manipulation suprême : EDF a réussi à faire transférer à Flamanville le combustible nécessaire au chargement. Les modèles de réacteurs, dits SMR, n'en sont même pas au stade prototype et posent de nombreuses questions insolubles.

Enfin, la filière ne sait pas quoi faire des déchets radioactifs dont certains sont dangereux durant des milliers, voire millions d'années ni comment démanteler les centrales en fin de vie.

Les impacts sur l'eau

Pas d'erreur, nous ne parlons pas d'hydroélectricité ! Et pourtant, à l'occasion de l'été 2022, 5 centrales nucléaires - (Blayais, Bugey, Golfech, Saint-Alban et Tricastin) ont poursuivi leur production grâce à des dérogations sur les rejets qui ont duré 2 mois. Pour une énergie qui devrait nous aider à combattre le changement climatique, c'est très risqué.

Les réacteurs nucléaires ont soif : ils consomment environ 22% des eaux de surface, mais le prélèvement total représente près de 61 % des eaux de surface en 2018 (<https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/leau-en-france-ressource-et-utilisation-synthese-des-connaissances-en-2021?rubrique=44&dossier=215>).

Une grande partie de cette eau est rejetée dans les rivières, mais elle a été réchauffée, parfois polluée par des radionucléides et des produits chimiques, tout produit ayant un impact sur les milieux aquatiques et ...notre santé.



Source : Pixabay

Une dépendance totale aux pays étrangers

Si la filière atomique s'est développée à l'origine avec un minerai d'origine française, il y a longtemps que les mines françaises sont fermées. Désormais, 100% de l'uranium utilisé dans les réacteurs est importé. La cartographie des pays fournisseurs permet de faire un tour du monde peu touristique : Kazakhstan, Niger, Australie...

Malgré les restrictions vis-à-vis de la Russie du fait de la guerre en Ukraine, la collaboration avec ROSATOM - société d'État fondée par V. Poutine - se poursuit notamment avec des livraisons de combustible pour les centrales nucléaires, fin août et fin novembre 2022.

Notre dépendance aux pays étrangers concerne aussi des équipements stratégiques comme les turbines, pièce importante des centrales. L'entreprise qui les fabrique a été vendue à General Electric avant d'être rachetée par EDF.

Des entreprises allemandes participent au démantèlement à Chooz. 100 soudeurs américains sont nécessaires pour assurer les travaux très pointus de maintenance des centrales.

Les déchets débordent et risquent de se retrouver dans notre quotidien

Avec une expérience de 50 ans, un projet de nouvelle filière nucléaire devrait intégrer la gestion des déchets comme toutes les filières. La situation actuelle est inquiétante : quasi débordement de tous les sites de stockage.

Pour tenter de sortir de l'impasse, le gouvernement autorise depuis février 2022, la réutilisation des métaux faiblement radioactifs issus de ces déchets qui risquent de se retrouver dans notre quotidien.

Pour les déchets les plus dangereux, les gouvernements successifs se sont entêtés à étudier uniquement le stockage en profondeur, à travers le projet CIGEO sans proposer de solutions alternatives. Pourtant, la faisabilité et la sécurité de CIGEO ne sont toujours pas démontrées par l'ANDRA. Les stockages en profondeur existants ont tous connu des accidents graves (WIPP), certains sont même fermés laissant des situations catastrophiques (STOCAMINE, ASSE)

Avec CIGEO, on entrerait dans l'inconnu : jamais un projet d'une telle ampleur n'a été réalisé. Une durée de construction/stockage de 100 à 150 ans, avec des transports quasi quotidiens de déchets. Une concentration de 99% de la radioactivité de tous les déchets. Des déchets dangereux jusqu'à plus d'un million d'années, sources d'enjeux de sécurité démesurés. (<https://fne.asso.fr/dossiers/dechets-nucleaires-l-essentiel-a-savoir-sur-le-projet-cigeo-a-bure>)

En l'état, la nature et la quantité de déchets à stocker à CIGEO n'est toujours pas complètement définie. La quantité supplémentaire de déchets générés par les nouveaux EPR

n'est pas connue. Même s'il a déjà été annoncé qu'il serait possible de les stocker à CIGEO, il n'existe aucune garantie ni étude le prouvant.

Il reste aussi des montagnes d'autres « substances, matières et déchets » radioactifs dont la filière ne sait que faire...

Peut-on qualifier de responsable une filière qui propose aujourd'hui un programme de nouveaux réacteurs sans avoir de solutions réalistes à des coûts évalués et acceptables pour gérer ses installations en fin d'activité et ses déchets en toute sécurité pour la santé et l'environnement ?

EN BREF :

NOTRE ENVIRONNEMENT

- Les impacts des radiations sur les travailleurs qui sont en première ligne
- Les radiations associées au transport de combustible: ceci concerne toute la France, avec une augmentation des transports et donc des risques durant une centaine d'années si CIGEO est autorisé.
- Les déchets s'accumulent sans solutions acceptables : multiplication des stockages ; un projet CIGEO irréaliste ; dispersion irresponsable des métaux faiblement radioactifs dans le quotidien de nos concitoyens.
- L'échauffement de l'eau des rivières avec tous les impacts - connus et inconnus de l'évolution de la qualité des rejets.

LES RETOURS D'EXPERIENCES

- Le dossier EPR devait être soumis à consultation du public après le démarrage de Flamanville
- Le projet finlandais : près de 15 ans de retard
- L'EPR de Taishan : « *tout est sous contrôle* » mais les autorités chinoises ont relevé les seuils réglementaires pour les émissions de certains produits toxiques.
- Le défaut de soudure constaté sur les réacteurs en service concerne aussi les EPR.

LE CONTEXTE GEOPOLITIQUE

- Le « *symbole* » de notre indépendance énergétique ? : 100% du combustible est importé, notamment de pays peu cités pour le respect des droits de l'homme
- Une centrale nucléaire est un équipement civil, mais très vulnérable en cas de conflit (dans l'actualité ukrainienne, la centrale de Zaporijjia)
- Les turbines Arabelle dont la technologie est maîtrisée par GE.



Source : Pixabay

CONCLUSION

Le projet de nouveaux réacteurs nucléaires nous engage sur la mise en place d'équipements qui seraient encore en activité à la fin du siècle. Nous avons besoin de solutions robustes ayant fait preuve de leur efficacité.

Il faut désormais intégrer que le contexte géopolitique incertain des derniers mois doit être pris comme un point de référence : notre indépendance énergétique doit être maximale tant au niveau des ressources en combustible que pour les technologies mise en œuvre.

Nous refusons de léguer aux générations futures les déchets qui seraient issus de ce nouveau programme car nous savons qu'aujourd'hui il n'existe aucune "bonne" solution pour gérer les déchets déjà produits et dangereux très longtemps.

Enfin, il nous faut des solutions applicables immédiatement sans attendre un démarrage hypothétique au plus tôt dans 15 ans. C'est aussi beaucoup trop tard pour infléchir les émissions de GES qui doivent être réduites de moitié avant 2030.

Nous avons besoin de toute urgence d'une transition énergétique basée sur des énergies renouvelables - les seules à assurer notre indépendance et notre sécurité - et de réduire les consommations d'énergie (sobriété et efficacité énergétique). Les moyens financiers et humains de l'Etat doivent s'orienter vers les outils d'une transition plus sûre, sans nucléaire.

